

« L'incroyable pari néoconservateur »

La crise irakienne a vu la montée en force, au sein de l'administration Bush, des « néoconservateurs » conduits par Paul Wolfowitz, le vice-ministre de la Défense, et Richard Perle, membre du Conseil pour la politique de défense du Pentagone. Le terme, utilisé dans les années 1970 et 1980 pour qualifier des penseurs « libéraux » (de gauche, au sens américain) devenus conservateurs, désignent aujourd'hui ceux qui revendiquent l'hégémonie américaine et préconisent d'employer la force militaire pour assurer la victoire de la démocratie, tel Robert Kagan (« Le Soir » du 17 mars). La victoire de la coalition anglo-américaine en Irak n'est-elle pas la leur ?



Tout dépend des critères de la victoire. Si vous avez en tête la victoire militaire et la chute de Saddam Hussein, alors incontestablement, ils ont gagné. Mais comme l'écrivait mardi un éditorialiste du « Washington Post », le triomphe militaire conduit souvent au triomphalisme, comme c'est le cas aujourd'hui. Si les buts de guerre étaient l'établissement d'un régime stable en Irak, la découverte et l'élimination d'armes de destruction massive et la diminution du risque terroriste pour l'Amérique, il est beaucoup trop tôt pour en juger. L'avenir dira si le renversement du régime de Saddam Hussein a ouvert la voie à une stabilisation de l'Irak et à l'établissement, dans dix ou quinze ans, d'une vraie démocratie.

Dans le champ de la réflexion stratégique américaine, c'est cependant un nouveau point marqué par cette école : alors que Reagan avait montré que la Détente n'était pas la bonne politique face au communisme, la guerre d'Irak suggère que Bush père et ses conseillers s'étaient trompés en 1991, que l'Amérique a la capacité de renverser les « mauvais » régimes et de le faire seule. Cette analyse vous paraît-elle correcte ?

La comparaison avec Reagan est très éclairante : elle met en relief la filiation des néoconservateurs, nés dans les années 1970 notamment autour du sénateur Henry Scoop Jackson, un démocrate de l'État de Washington très « libéral » (au sens américain) en matière de politique intérieure et très « faucon », très anticommuniste en matière de politique étrangère. Il a grandement contribué à mettre fin à la politique de Détente menée par les républicains avec Kissinger, puis par les démocrates avec Carter. Dans l'entourage de Scoop Jackson, on trouvait notamment Paul Wolfowitz et Richard Perle. Dans les années 1980, avec Reagan, il s'agissait de passer d'une politique d'endiguement à une politique d'épuisement de l'empire soviétique via, notamment, le projet de bouclier antimissile - la « guerre des étoiles » - et le soutien aux guérillas contre les régimes communistes (Afghanistan, Amérique centrale, etc.). La troisième étape date de la fin des années 1990 et de l'accession de W. Bush à la présidence : il s'agit, entre autres, d'imposer l'idée de « changement de régime », c'est-à-dire l'idée que les Etats-Unis peuvent intervenir pour faire disparaître les régimes dictatoriaux hostiles, plutôt que d'avoir, par impuissance, à s'accommoder des dangers et des désagréments liés à leur existence, et qu'il ne suffit pas d'attendre qu'ils tombent comme le préconisent les « réalistes ».

On associe souvent les néoconservateurs aux « faucons ». A raison ?

On ne peut pas qualifier les néoconservateurs de simples « faucons », non seulement parce que leurs ambitions sont bien plus larges, mais aussi parce que des conservateurs traditionnels, ainsi que des démocrates, comme Joe Lieberman, sont favorables à l'usage de la force militaire, sans pour autant être néoconservateurs.

Au sein de l'administration Bush, la crise irakienne a été marquée par l'opposition entre le « camp de la guerre » et le secrétaire d'État Colin Powell, qu'on a loué en Europe pour son multilatéralisme et sa modération, avant de lui reprocher d'avoir tourné casaque. Quel jeu jouait-il ?

Colin Powell a également été critiqué aux Etats-Unis, y compris dans le camp républicain, par les tenants de la « realpolitik » à la manière Nixon-Kissinger ou Bush père, qui ont eu le sentiment qu'il avait capitulé un peu vite face au Pentagone. Powell appartient à cette école du réalisme traditionnel. Celle-ci privilégie le statu quo, l'équilibre des puissances et la défense des intérêts nationaux traditionnels de l'Amérique (stabilité, ouverture des marchés) par rapport à l'exportation de la démocratie, si nécessaire par la force - cette politique idéaliste et « révolutionnaire » des néoconservateurs. Le réalisme peut avoir des aspects immoraux : Bush père, en 1991, a sacrifié les chiites et les Kurdes irakiens sur l'autel de la « realpolitik », selon le principe qu'il valait mieux un Saddam affaibli et endigué qu'un Irak qui implose face à un Iran menaçant... C'est pourquoi l'opposition des néoconservateurs à Powell date de la guerre du Golfe. Il faut se rappeler que Powell n'était même pas favorable à l'emploi de la force contre Saddam en août 1990 et qu'il avait plutôt prêché la retenue et la prudence ; plus tard, comme chef d'état-major des armées sous Clinton, il était opposé à l'intervention militaire en Bosnie. Comme beaucoup d'officiers de sa génération, Powell a été très marqué par la guerre du Vietnam. Il y a combattu et il sait ce que coûtent, sur le terrain, les décisions politiques prises au plus haut niveau et sans connaissance de cause. D'où la « doctrine Powell » en matière d'intervention militaire : l'Amérique doit avoir des objectifs clairs, un soutien de la population, une stratégie de sortie et une force écrasante. Mais Powell est un soldat, il est loyal et habitué à obéir. Il défend vaillamment son point de vue, mais une fois que le président a pris sa décision, quelle qu'elle soit, il met tout en œuvre pour l'appliquer. Durant la semaine du

20 janvier, prenant en partie prétexte du « guet-apens » dans lequel l'auraient attiré les Français au Conseil de sécurité, il s'est rangé, par loyauté vis-à-vis de Bush et pour ne pas être marginalisé dans l'administration, aux thèses du « camp adverse », c'est-à-dire des Cheney et consorts...

Ce camp-là est-il réellement soudé ? Ou pour formuler la question autrement : quelle est la différence entre un conservateur traditionnel comme le vice-président Dick Cheney et un Paul Wolfowitz ?

Il y a chez les néoconservateurs, une ambition morale, éthique : l'idée qu'il faut employer la force militaire pour assurer la victoire de la démocratie et pour « faire le bien ». Des conservateurs comme Cheney sont favorables à l'usage de la force, mais ils s'intéressent peu à l'établissement de la démocratie ; ils veulent simplement que l'Amérique soit en sécurité, qu'elle soit respectée et crainte par ses ennemis.

Ne peut-on s'attendre à voir apparaître des divergences entre eux ?

Autour de l'objectif de changement de régime à Bagdad se sont retrouvées des personnes qui avaient des agendas différents. Pour des gens comme Cheney et le ministre de la Défense Rumsfeld, les années Clinton se sont traduites par une perte de crédibilité de l'Amérique qui n'a pas réagi aux provocations, notamment aux attentats dont elle a fait l'objet, et il était important de faire à nouveau la preuve de la puissance américaine parce que cela a un effet dissuasif. On l'a vu dès la chute de Bagdad et de Tikrit, il s'est agi de faire peur à la Syrie, sans nécessairement penser envahir ce pays. Les néoconservateurs partagent pleinement ce point de vue, mais ils pensent par surcroît qu'il faut apporter la démocratie dans la région parce qu'à long terme, ce sera bénéfique pour l'Amérique ; ils estiment que la guerre en Irak est le prélude à un remodelage, presque par ingénierie politique, du Moyen-Orient. Eux préféreraient d'ailleurs envahir la Syrie si c'était possible. Ils insistent aussi pour que les Etats-Unis mettent les moyens suffisants pour faire de l'Irak un modèle démocratique, à l'image du Japon et de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Mais cela réclame des efforts financiers et politiques très importants, que la première école n'est pas forcément prête à fournir.

Bush va-t-il suivre la première école ou la seconde ? Que sait-on de ses intentions réelles ?

Si on ne sait pas ce qu'il pense vraiment, on a certaines indications. Premièrement, en dépit de son manque de connaissance des affaires internationales, il s'informe et décide des grandes options. Ce n'est pas un roi fainéant dont le palais serait régi par les conseillers. Deuxièmement, il a été profondément marqué par le 11 septembre. Ce qui lui importe, au-delà de sa réélection, c'est sa place dans l'Histoire. Il ne peut pas se permettre d'être le président qui, par négligence ou inaction, laissera se perpétrer un second « 11 septembre ». Il a les yeux fixés sur ce qu'il appelle son carnet de notes, son « score card », pour le terrorisme: quels sont les résultats concrets de la guerre contre Al-Qaïda ?, combien de membres d'Al-Qaïda ont-ils été arrêtés ?, etc. Il ne faut pas oublier que le 11 septembre est le véritable moment fondateur de sa présidence.

Reste aux néoconservateurs à le convaincre que la reconstruction d'une nation en Irak et la diffusion des valeurs démocratiques au Moyen-Orient sont une priorité pour la sécurité nationale - ce qui implique que les Etats-Unis s'engagent énergiquement dans la résolution du conflit israélo-palestinien. En ont-ils le pouvoir face à un président qui a, depuis le début, choisi de supporter Ariel Sharon ?

Assurer la sécurité d'Israël, la seule démocratie de la région avec la Turquie, est un objectif essentiel des néoconservateurs ; et ils sont, pour nombre d'entre eux, personnellement ou politiquement proches du Likoud d'Ariel Sharon. Ce ne sont pas eux qui pousseront Bush à faire accepter la « feuille de route » à Sharon dans son intégralité, ce sont les réalistes autour de Colin Powell. Leur vision d'un règlement du conflit repose plutôt sur d'autres principes. Il existe dans leur esprit de nombreux parallèles entre la situation américaine et la situation israélienne : utilité de l'action militaire préventive (le bombardement du réacteur nucléaire Osirak par les Israéliens en 1981, l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003) ; assimilation de tous les terrorismes (pas de distinction entre Al-Qaïda et le Hezbollah ou le Jihad islamique) ; supériorité morale des démocraties assiégées sur les dictatures ; nécessité du changement de régime (à Bagdad ou au sein de l'Autorité palestinienne) pour redistribuer les cartes ; nécessité de montrer sa force (dans les territoires palestiniens ou dans le monde arabe en général) pour assurer sa sécurité et négocier en position de force ; etc.

Le « shérif réticent » des années 90 semble désormais prêt à assumer ce rôle sans complexe, en utilisant plus volontiers la force militaire. Est-ce lié à l'importance nouvelle des conseillers néoconservateurs ?

C'est surtout lié à deux phénomènes plus larges. D'abord l'accroissement des capacités militaires de l'Amérique par rapport au reste du monde, qui change fondamentalement la donne pour un président. A partir du moment où il a l'option réaliste et finalement peu coûteuse de changer par la force un régime hostile, il est évident que son point de vue sur le monde change. Les moyens transforment les fins, en quelque sorte. Cette disparité des forces explique la préférence pour l'action unilatérale. L'école de la « realpolitik » accorde de l'importance au multilatéralisme parce que c'est un facteur de stabilité, parce que cela peut servir l'intérêt national américain et parce que c'est une façon astucieuse de partager les coûts et de faire accepter la domination américaine. En revanche, les néoconservateurs sont tout à fait unilatéralistes. Pourquoi s'encombrer d'alliés qui n'apportent rien et vous mettent des bâtons dans les roues ? Le second phénomène est le 11 septembre : contrairement aux interventions « humanitaires » de Clinton dans les années 1990, le public américain voit les actions militaires récentes comme essentielles à la sécurité nationale, et il est prêt à les soutenir sans réticence. Cela offre aux néoconservateurs la possibilité de mettre en œuvre leurs principes. On oublie trop souvent, en Europe, que l'Amérique est en guerre depuis le 11 septembre.

Parlant du projet néoconservateur, vous avez employé les mots « révolutionnaire » et « idéaliste ». Diriez-vous qu'ils sont des optimistes de la volonté, qu'ils défendent une certaine vision du devoir d'ingérence ?

Absolument. Ils conçoivent le droit d'ingérence de manière extensive et idéaliste. Il faut se souvenir que le droit d'ingérence est né en 1991, face à la répression mise en œuvre par Saddam Hussein au Kurdistan et en opposition à la « realpolitik » de Bush père et Colin

LE SOIR c'est chaque semaine 7 suppléments:

- Lundi, les sports
- Mardi, le Soir junior
- Mercredi, le MAD
- Jeudi, l'auto et l'immo
- Vendredi, Victor
- Samedi, Références et Soir Eco



Powell. Il ne faut donc pas les diaboliser trop vite, et encore moins leurs intentions. On peut difficilement contester leur message central, à savoir que la promotion de la démocratie sera bénéfique à long terme pour l'Occident. On peut difficilement contester qu'il est bon que Saddam Hussein soit tombé et que l'instauration d'une démocratie en Irak pourrait avoir un effet bénéfique au Moyen-Orient. Seulement voilà : l'intervention américaine pourrait aussi engendrer des effets secondaires indésirables - des nouvelles vocations terroristes par exemple, ou un recul des forces modérées et modernisatrices du monde arabe. Surtout si elle n'aboutit pas, comme le calculent les néoconservateurs, à un régime stable en Irak et à un règlement du processus israélo-palestinien. C'est bien d'un vaste pari à l'échelle historique qu'il s'agit.

Propos recueillis par DOMINIQUE BERNS

© Rossel et Cie SA, *Le Soir en ligne*, Bruxelles, 2002 - 28/04/2003

LE SOIR c'est chaque semaine 7 suppléments:

■ Lundi, les sports ■ Mardi, le Soir junior ■ Mercredi, le MAD
■ Jeudi, l'auto et l'immo ■ Vendredi, VICTOR ■ Samedi, Références et Soir ECO

